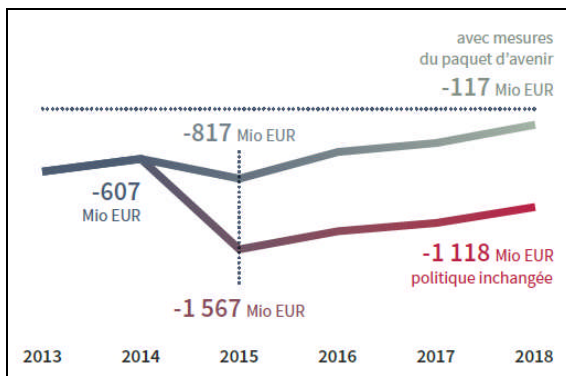


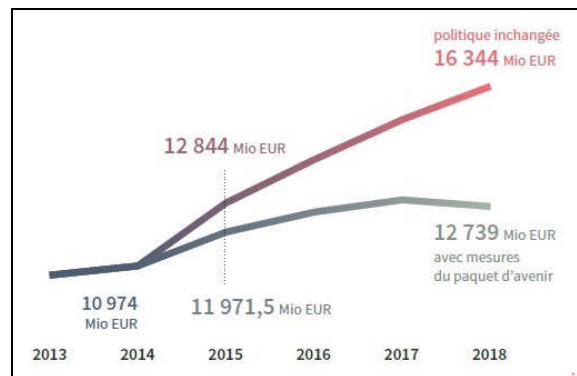
En date du 15 octobre, le gouvernement a présenté à la Chambre des Députés le projet de budget pour l'année 2015. En même temps, le « paquet d'avenir » et le budget pluriannuel pour la période 2015-2018 ont été introduits dans la procédure législative.

- Le paquet de réformes et de consolidation budgétaire vise à remettre de l'ordre dans les finances publiques d'ici 2018, afin de permettre au gouvernement de dégager les moyens nécessaires pour effectuer davantage d'investissements et mettre en œuvre des politiques nouvelles.
- A partir de l'année 2015, le Luxembourg perdra une grande partie des recettes fiscales provenant de la TVA prélevée sur les activités de commerce électronique. Ce manque à gagner se chiffrera, dans un premier temps, à environ 700 millions d'euros, pour passer à plus d'un milliard d'euros à partir de 2019. A défaut de prendre des mesures de correction, le déficit public, la dette de l'Etat et partant le service de la dette (intérêts) évolueraient de façon insoutenable. **Grâce au « paquet d'avenir » le déficit de l'Administration centrale sera résorbé et l'endettement freiné dès 2018.**

Déficit de l'Administration centrale :



Dette publique :



Source : Ministère des Finances (www.budget.public.lu)

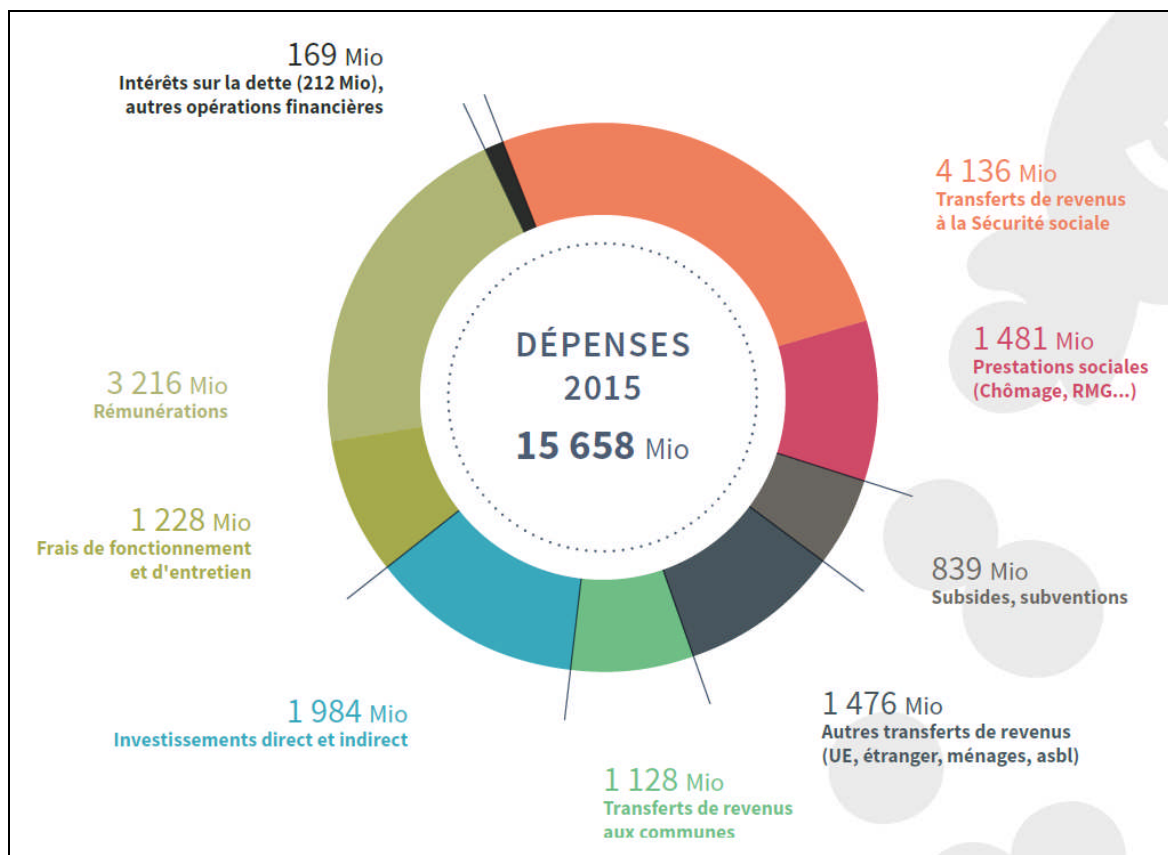
- L'endettement des pouvoirs publics n'est à priori pas négatif ; en effet, si l'Etat et les communes empruntent pour financer des infrastructures qui contribuent à améliorer la compétitivité, la productivité ou la cohésion sociale (par ex. dans les domaines de la mobilité, de l'éducation, de la recherche-développement, des structures d'accueil pour enfants, etc.) l'endettement fait du sens. La solidarité intergénérationnelle joue dans la mesure où des projets dont les effets bénéfiques se font ressentir dans l'avenir sont financés solidairement par les générations actuelles et futures.

Dans cette logique, le budget pluriannuel du gouvernement prévoit une **croissance importante des investissements** qui passeront de 1,7 milliards d'euros en 2014 à 2,5 milliards d'euros en 2018. Cela correspond à une croissance de plus de 10% en moyenne annuelle !

(en millions d'euros)	2014	2015	2016	2017	2018
Investissements (directs et indirects)	1.723,6	1.986,2	2.246,1	2.474,5	2.511,6

- Alors que le gouvernement mène une politique de consolidation budgétaire, il ne peut toutefois être question d'austérité. En effet, les dépenses continuent à croître à un rythme soutenu de l'ordre de 4% par année en moyenne d'ici 2018.

Dépenses de l'Administration centrale selon catégorie (2015)



Source : Ministère des Finances (www.budget.public.lu)

- Dans le budget des dépenses, **la politique sociale occupe une place de choix**. En 2015, l'Etat y consacra plus de 5,6 milliards d'euros, ce qui représente environ 36% des dépenses totales. De cette enveloppe, 4,1 milliards d'euros sont destinés à l'alimentation des différents régimes d'assurance sociale (pension-vieillesse, maladie-maternité, dépendance (soins), accidents, etc.) et aux allocations familiales, alors que 1,5 milliards d'euros servent à financer des prestations sociales telles que les indemnités de chômage et le revenu minimum garanti (RMG). A noter dans ce contexte que les réserves de l'assurance pension s'élevaient fin 2013 à 13,75 milliards d'euros, soit un montant équivalent au quadruple des prestations annuelles.

D'autres blocs importants de dépenses sont les traitements et pensions des agents du secteur public (3,2 rd €), les investissements, et les transferts aux communes (1,1 Mrd €).

- Quant à la méthode : **le gouvernement a entamé une réforme en profondeur de la procédure d'élaboration du budget dit « nouvelle génération »**. Ainsi, tous les articles budgétaires, au nombre de 4.500 environ, ont été analysés quant à leur opportunité et leur efficacité. Suite à cette analyse, environ 550 articles ont été soit regroupés, soit supprimés. En parallèle, le « paquet d'avenir » a été ficelé, comprenant 258 mesures individuelles, allant de petites économies de quelques milliers d'euros jusqu'aux grandes réformes par ex. dans le domaine de la politique familiale. La réforme de la structure et de la procédure budgétaires sera poursuivie au cours des prochaines années pour déboucher sur un budget axé sur les objectifs et les résultats.